



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

CHRU
Besançon

Besançon, le 3 juillet 2023

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Exploitation, racisme, violences policières : la révolte est légitime et nécessaire !

Le meurtre du jeune Nahel par un policier à Nanterre suscite une colère on ne peut plus légitime. En banlieue parisienne, mais aussi dans d'autres villes, les nuits d'affrontements entre la jeunesse des quartiers populaires et la police s'enchaînent. Des commissariats et bâtiments publics sont pris pour cibles, comme autant de symboles d'institutions qui oppriment et discriminent les classes populaires. Et si les dégradations dépassent ce cadre, elles restent bien peu de choses, quoi qu'on en pense, par rapport au démantèlement des services publics, à la casse du droit du travail et aux crimes racistes comme celui qui vient d'emporter Nahel, mais aussi Alhoussein, tué récemment par la police à Angoulême alors qu'il se rendait au travail.

En face, les couvre-feux et interdictions de manifestations se multiplient, alors que la droite et l'extrême droite en appellent à l'état d'urgence et que le gouvernement l'envisage sur le plan national. L'état d'urgence sociale, c'est déjà ce que vivent les habitants et habitantes des quartiers populaires.

Cette révolte est celle d'une fraction de notre classe

Ce qui s'exprime, c'est le ras-le-bol d'être pris pour cible par la police, des contrôles au faciès, du harcèlement policier, des « bavures » quotidiennes, et plus largement d'être des laissés pour compte. Chacun sait, dans cette jeunesse, qu'il aurait pu être à la place de Nahel, dont le meurtre s'ajoute à une longue liste. Il aurait grillé un feu rouge et tenté de fuir la police ? Raison suffisante pour justifier une exécution sommaire... à condition d'être issu des quartiers pauvres ! Car ce ne sont ni les Carlos Ghosn ni les évadés fiscaux qui risquent d'être tués par la police, et encore moins les patrons qui nous volent tous les jours en bloquant les salaires et en spéculant avec l'inflation.

La police tue pour maintenir l'ordre social

Cette fois-ci, les images filmées rendent impossible pour la justice, les dirigeants politiques et les médias de suivre la version mensongère des forces de l'ordre. Le meurtrier de Nahel est en détention provisoire. Mais tous ces perroquets des classes dominantes cherchent des excuses au meurtrier dans la personnalité de la victime.

Car il s'agit bien d'une guerre contre les pauvres, qu'il serait légitime de tuer. Les syndicats de police le déclarent sans honte, à l'image de l'Unsa Police et Alliance, qui affirment dans un communiqué que les policiers sont « en guerre » contre les « hordes sauvages ». Ils demandent, sous une menace à peine voilée, une « protection juridique du policier », autrement dit un permis de tuer.

Cette police raciste, largement acquise à l'extrême droite, est là pour contrôler les classes populaires, prévenir et réprimer leur révolte, et elle veut le faire en toute impunité. Le gouvernement lui donne carte blanche, avec l'approbation du Rassemblement national. Le nombre des victimes de la police est en hausse depuis la loi de 2017 – votée par la gauche de Hollande ! – qui a assoupli l'emploi des armes à feu pour les refus d'obtempérer.

Contre les violences policières, il faut se débarrasser du système capitaliste

Le renforcement de la violence policière est le pendant de la dérive autoritaire de Macron et Darmanin contre le monde du travail et sa jeunesse. C'est cette même police qui applique les politiques anti-immigrés, qui est responsable des milliers de morts de migrants aux frontières, qui réprime les Gilets jaunes ou les manifestants et manifestantes qui défendent les retraites. L'heure n'est pas à l'« apaisement », mais à participer à toutes les manifestations et initiatives contre les crimes policiers et la politique anti-sociale du gouvernement.

Plus la misère et les bas salaires s'étendent, plus les conditions de travail se dégradent, plus les fins de mois sont difficiles, et plus la police s'arme. Alors, non aux couvre-feux et à l'état d'urgence, justice pour Nahel et toutes les victimes de la police raciste, et vive la révolte contre ce système capitaliste qui ne fait que broyer nos vies !

Pour éviter la fièvre, cassons le thermomètre

Une légende raconte que, dans un service (il paraîtrait même qu'il y en aurait plus d'un), le personnel serait obligé de faire des heures supplémentaires chaque jour pour terminer le travail de la journée. Ces heures n'étant bien sûr ni payées ni récupérables. Mise au courant, la direction de cet hôpital mystérieux se serait contenté de dire... qu'il ne faut pas en faire.

Heureusement, une telle idiotie ne pourrait pas survenir au CHU.

La danse de Saint-Guy

L'hôpital doit être à nouveau accrédité. Pour cela, des gens vont venir dans les services vérifier si tout est « conforme » selon eux. Du coup, la direction et l'encadrement s'affolent. Ils courent partout en poussant des cris de bêtes, mettent la pression sur le personnel et multiplient les réunions.

On connaissait déjà la danse de la pluie, voilà que nos responsables inventent la danse de la certification.

Quand le bâtiment va...

Le CHU va construire de nouveaux bâtiments pour les services psychiatriques qui n'ont pas encore rejoint le site de Minjoz. On aura bientôt les murs, il ne manque plus que le personnel !

Abattement de zone

L'hôpital de Pontarlier aurait accordé une prime mensuelle de 150 euros aux collègues des soins intensifs pour tenter de limiter l'hémorragie de personnel vers la Suisse. Une petite bonification qui ferait du bien... même à 80 kilomètres de la frontière.

La grande illusion du partage

Le gouvernement a fait voter jeudi 29 juin une loi sur le « partage de la valeur » qui l'étend aux entreprises de 11 à 49 salariés. Au-delà d'un certain seuil de bénéficiaires, les employeurs devraient verser des primes d'intéressement ou autres. Autant dire que les salariés devront se contenter d'aumônes au bon vouloir des patrons qui profitent de ce genre de loi pour ne pas augmenter les salaires. Le gouvernement ne fait que leur sauver la mise.

Pourtant, face au racket que nous subissons quand

il faut payer une facture ou remplir le caddie, il faut que notre mécontentement explose pour exiger des augmentations tous les mois et qu'elles suivent l'inflation !

On ne crèvera pas pour le patronat

Au mois de juin, Amara Dioumassy, maçon du chantier du bassin d'Austerlitz, est mort après avoir été percuté par un véhicule. Salarié d'un sous-traitant, il était obligé comme bien d'autres de travailler dans des conditions dangereuses, sur un chantier où les camions n'ont ni signal sonore d'alerte, ni caméra de recul. En France, le nombre de morts au travail augmente. En 2021, 647 personnes sont décédées dans le cadre de leur travail, majoritairement des ouvriers, victimes de la rapacité patronale.

Record de capitalisation boursière pour Apple

Nouvel exemple de la santé florissante des grands groupes capitalistes. La capitalisation boursière d'Apple s'est établie en fin de semaine pour la première fois de son histoire au-dessus du seuil symbolique des 3 000 milliards de dollars, à 3 051 milliards, un montant supérieur au produit intérieur brut (PIB) de la France. En août 2018, Apple avait passé le cap des 1 000 milliards de dollars, c'est-à-dire que ce montant a triplé en moins de cinq ans, malgré la crise du Covid et les perturbations économiques et boursières. Quant à ses 164 000 salariés, il est peu probable que leurs fiches de paie aient connu la même embellie.

Les prisons débordent

Le nombre de détenus dans les prisons a atteint un nouveau record historique avec un total de 73 699 personnes incarcérées au 1er juin contre 73 162 le mois précédent, selon les données officielles du ministère de la Justice. Plus de 16 000 personnes détenues sont actuellement en surnombre par rapport aux places disponibles et plus de 2 300 sont contraintes de dormir sur un matelas posé au sol. Avec 60 562 places « opérationnelles » dans les établissements pénitentiaires, la densité carcérale globale s'établit désormais à 121,7 % contre 118,1 % il y a un an. Une situation scandaleuse qui risque encore de s'aggraver après les émeutes des quartiers populaires de ces derniers jours.